



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CEP/2005/4
21 juillet 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Douzième session
(Genève, 10-12 octobre 2005)
(Point 3 de l'ordre du jour provisoire)

**RAPPORT DE LA RÉUNION DU BUREAU DU COMITÉ
DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT**
(Genève, 8 juin 2005)

Établi par le secrétariat en consultation avec le Président

I. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. M. Zaal Lomtadze (Géorgie) a présidé la réunion, à laquelle participaient M^{me} Narin Panariti (Albanie), M. Wieckowski (Pologne), M. Sergey Tveritinov (Fédération de Russie) et M. Jürg Schneider (Suisse). M. C. Ashley (États-Unis d'Amérique) était invité à participer aux travaux.

**II. QUESTIONS DÉCOULANT DE LA SOIXANTIÈME SESSION
DE LA COMMISSION**

2. Le Bureau a été informé des décisions prises par la Commission, qui sont résumées ci-dessous:

A. Développement durable dans la région de la CEE

3. M. Bärlund, Directeur de la Division de l'environnement et de l'habitat de la CEE, a informé le Bureau de sa décision de tenir un second Forum régional sur l'application des objectifs du développement durable les 15 et 16 décembre 2005 sur la pollution de l'air,

les changements climatiques, le développement de l'énergie et de l'industrie, et diverses autres questions transsectorielles.

4. Le Bureau a affirmé à nouveau qu'il fallait améliorer encore l'organisation et la logistique de la prochaine réunion et s'efforcer d'arriver à un dialogue plus dynamique. Il a demandé d'axer les débats sur deux ou trois questions précises d'ordre pratique parmi les modules et de n'autoriser que de courtes interventions, suivies de questions.

5. Des informations ont aussi été fournies sur deux réunions qui se tiendront juste avant le Forum, à savoir la réunion du Comité directeur de l'éducation au développement durable, du 13 décembre après-midi au 14 décembre 2005 au matin, et celle de la Convention sur les accidents industriels, du 14 décembre après-midi au 15 décembre 2005 au matin.

6. M^{me} Panariti a donné des informations sur la réunion organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Plan d'action pour la Méditerranée (PNUE/PAM) (Rome, avril 2005), pour préparer la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable qui doit être adoptée par la Réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone. Elle a souligné la pertinence de la Stratégie de la CEE sur l'éducation en vue du développement durable, qui a suscité l'intérêt des participants.

B. Coopération de la CEE avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

7. Le Bureau a examiné le mémorandum d'accord entre la CEE et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et les conséquences qu'il avait pour le Comité. Il a été informé de l'examen des engagements de l'OSCE qui seront pris au Forum économique de celle-ci, auquel la CEE est censée apporter des contributions de fond. Il est prévu d'aborder le module «environnement» au printemps 2006.

8. Le Bureau, prenant en considération les informations fournies, a invité le secrétariat à utiliser au mieux ses ressources et l'a engagé pour cela à demander à l'OSCE de reporter à 2007 l'étude sur l'environnement. Cela permettrait au secrétariat de la CEE de coordonner sa contribution à la réunion susmentionnée et à la rédaction du rapport d'évaluation en vue de la Conférence de Belgrade sur l'état de l'environnement pour la Conférence ministérielle de 2007, «Un environnement pour l'Europe».

C. La réforme de la CEE

9. Le Bureau a été informé du rapport rédigé par une équipe d'évaluateurs externe sur l'état de la CEE. Il devrait paraître avant la fin du mois de juin 2005.

III. PRÉPARATIFS DE LA CONFÉRENCE «UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE» À BELGRADE

10. Le secrétariat a annoncé que la première session du Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires se tiendrait les 12 (après-midi) et 13 octobre 2005, juste avant la session du Comité qui se tiendra du 10 au 12 octobre 2005 (matin). L'ordre du jour paraîtra à la mi-juillet.

11. À la première séance, les participants sont censés discuter des points à inscrire éventuellement à l'ordre du jour et du thème central de la Conférence de Belgrade.

IV. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DOUZIÈME SESSION DU COMITÉ

12. Le Bureau a examiné et adopté l'ordre du jour provisoire de la douzième session du Comité. À propos du point 3, il a demandé l'inscription d'un point supplémentaire relatif aux ressources financières. À cet effet, il a prié le secrétariat de dresser le tableau du personnel émargeant au budget ordinaire et du personnel financé à l'aide de ressources extrabudgétaires pour chaque module du sous-programme de l'environnement.

A. Études de performance environnementale

13. Le secrétariat a expliqué le contenu d'un document de réflexion sur la révision de la structure du second cycle d'études, qui a pour objet de trouver un accord sur la manière dont se structureront les études pendant ce cycle.

14. Le Bureau a décidé de verser le document ainsi défini aux débats de la prochaine session du Comité. Y figureront tous les éléments pertinents pour la deuxième série d'études de performance environnementale, comme cela avait été décidé aux sessions précédentes, les recommandations de Kiev sur ces études, ainsi que les nouvelles tendances de l'évolution et des priorités des politiques aux niveaux mondial, régional et national. Le document proposera aussi diverses améliorations de forme.

15. Le Bureau a souligné que l'élément central de la deuxième série d'études devait rester l'application des recommandations, notamment celles du premier cycle, afin que l'on puisse évaluer les progrès réalisés depuis.

16. Le Bureau s'est également mis d'accord sur les principales questions de politique générale à mettre en débat à la session du Comité au titre du point relatif aux études de performance environnementale: «Les mécanismes d'application et de respect de la législation environnementale» et «La gestion d'écofonds».

17. L'idée de prévoir des animateurs à cette session pour orienter les débats sur chaque sujet a été favorablement accueillie; le Bureau a demandé au secrétariat d'entreprendre la rédaction d'un document de base et d'organiser les travaux.

B. L'éducation au développement durable

18. Le Bureau a été informé des résultats de la Réunion de haut niveau tenue à Vilnius les 17 et 18 mars 2005, et de l'adoption du Cadre de Vilnius pour la mise en œuvre de la Stratégie. La Réunion a été un succès en termes de participation: plus de 40 États membres étaient présents, les secteurs de l'environnement et de l'éducation étant représentés de manière équilibrée.

19. Les participants ont créé sous la direction des Pays-Bas un groupe d'experts chargé de définir des indicateurs d'efficacité de l'application de la Stratégie. Le Groupe devrait commencer à siéger en septembre 2005.

20. La première session du Comité directeur de l'éducation au développement durable se tiendra du 13 au 14 décembre 2005 (le matin), juste avant le Forum régional sur l'application des objectifs du développement durable (voir ci-dessus, section A). Les participants devraient y fixer le programme de mise en œuvre de la Stratégie pour les deux ou trois années à venir.

21. Le Bureau a décidé que le Comité examinerait la meilleure manière de contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie, et les moyens de soutenir la coopération entre les deux secteurs aux fins de la session suivante du Comité directeur sur l'éducation en vue du développement durable et de ses futures activités.

22. Le secrétariat a insisté sur le fait qu'il avait besoin d'un surcroît de ressources pour mener ses tâches à bien.

C. Surveillance de l'environnement

23. Le Secrétaire du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement a rapporté les résultats de la cinquième session du Groupe de travail, tenue à Genève les 2 et 3 juin 2005. Le Groupe de travail avait débattu du projet de rapport paneuropéen d'évaluation de l'environnement destiné à la Conférence ministérielle de Belgrade, «Un environnement pour l'Europe», et approuvé son programme de travail pour la période précédant cette conférence, y compris la définition de ses besoins de soutien de la part des donateurs.

24. Le Groupe de travail devrait fournir des conseils techniques généraux pour la rédaction du rapport de Belgrade et l'examen du projet de texte. Il aidera à rassembler les données et les informations et les coordonnera avec les évaluations et les données connexes, notamment le rapport de situation sur la Stratégie environnementale pour les pays de l'EOCAC, le rapport du PNUE de 2007 sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO-4), le questionnaire de 2006 de la Division de statistique et du PNUE, le système paneuropéen d'information sur l'environnement et la santé (EHIS), et la deuxième livraison de l'étude de l'OCDE, intitulée *Perspectives de l'environnement pour 2007*.

25. À la suite d'une table ronde à laquelle ont activement participé les représentants du monde des affaires et de l'industrie, le Groupe de travail devrait élaborer des directives pour renforcer l'autosurveillance et la notification par les entreprises. Parmi les autres activités de renforcement des capacités dans les pays de l'EOCAC on peut citer: la mise au point d'un manuel sur l'application des indicateurs environnementaux, le développement du catalogue électronique EcoReporting, la formulation de recommandations sur l'adaptation des réseaux de surveillance, et la promotion des Principes directeurs sur l'élaboration de rapports nationaux sur l'état et la protection de l'environnement.

26. Un montant de 155 500 euros avait été versé ou annoncé par Tacis et des donateurs bilatéraux pour soutenir les activités du Groupe de travail.

27. Le Bureau a noté avec satisfaction le résultat de la session du Groupe de travail et joint sa voix à la sienne pour demander aux donateurs le soutien financier qui lui permettra de réaliser son programme.

D. Stratégie de communication

28. Le Bureau a examiné les résultats de la réunion sur la Stratégie de communication tenue avec les parties prenantes le 7 juin 2005, et réaffirmé son utilité.

29. Le Bureau a demandé au secrétariat de réviser le texte à la lumière des observations faites à la réunion. Les changements suggérés ne visaient pas seulement le contenu. En fait, à l'issue des débats, les participants ont demandé l'élaboration d'un plan de communication, outil nécessaire à l'exécution de la Stratégie. Le Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires pourrait d'autre part envisager de confier à un groupe d'experts l'élaboration du plan en question une fois la Stratégie adoptée.

30. Le Bureau a estimé que, si l'on voulait avoir le temps d'élaborer ce plan, la Stratégie devait être approuvée par le Comité à sa prochaine session, en octobre 2005, puis soumise au Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires pour adoption en octobre 2005 (au lieu de 2006, comme le Comité l'avait suggéré à sa dernière session).

E. Réunion sur les accords environnementaux multilatéraux entre les Bureaux du Comité des politiques de l'environnement et des Conventions de la CEE relatives à l'environnement

31. Les membres du Bureau ont examiné les résultats de la réunion qu'ils avaient eue avec le Bureau des Conventions de la CEE relatives à l'environnement (6 juin 2005); ils ont estimé que le principe de ces réunions devait être maintenu, à condition qu'il y ait suffisamment de questions de fond à inscrire à leur ordre du jour.

32. Les débats de la réunion en question ont été consacrés: a) aux ressources financières et humaines affectées aux activités environnementales de la CEE; b) aux synergies entre les conventions de la CEE en matière d'environnement aux niveaux international et national; c) aux points qui, après négociation, seraient soumis pour débat ou adoption à la Conférence ministérielle de Belgrade sur le thème «Un environnement pour l'Europe»; d) à la place à laisser aux interventions de la société civile dans les instances internationales s'occupant d'environnement et aux questions à débattre aux prochaines sessions.

33. Le Bureau a approuvé les points qu'il était proposé de mettre en débat l'année prochaine, à savoir les procédures de ratification et de mise en œuvre des instruments juridiques internationaux dans les pays membres, l'ordre du jour préliminaire de la Conférence de Belgrade et les progrès dans la mise en œuvre des directives pour l'intervention de la société civile dans les instances internationales.

34. Le Bureau a décidé de fixer au 5 juin 2006, sous toute réserve, la date de sa prochaine réunion, date qu'il confirmera à sa réunion au début de 2006.

F. Les activités du Conseiller régional et sa contribution au Programme de travail du Comité

35. Le Bureau a pris note des activités du Conseiller régional, en ce qui concerne en particulier les conventions de la CEE et les protocoles y relatifs, la Stratégie environnementale pour les pays de l'EOCAC et le Partenariat pour l'environnement, l'eau et la sécurité en Asie centrale.

Il a demandé que le Conseiller régional fasse rapport à la prochaine session du Comité sur la manière dont les pays de l'EOCAC appliquaient la Stratégie qui les concerne, en mettant particulièrement en relief leurs succès et les difficultés qu'ils avaient rencontrées.

G. Transport, santé et environnement

36. Le Bureau a été informé des résultats de la troisième session du Comité directeur du programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE), tenue en avril 2005, et en particulier de ceux du débat sur l'organisation de la troisième Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement, prévue pour 2007. Les membres se sont entendus pour choisir des sujets présentant un grand intérêt politique pour cette Réunion.

37. Le Comité pourrait réfléchir aux moyens d'améliorer la visibilité du PPE-TSE. En outre, le Bureau a décidé d'organiser la Réunion en question juste avant les autres manifestations de 2007 s'il était clair qu'il y avait des synergies à attendre des divers ordres du jour.

H. Santé et environnement

38. Le Bureau a pris note des informations concernant deux réunions du Comité européen de l'environnement et de la santé (EEHC), la première tenue à Paris en janvier 2005, la seconde à Copenhague en juin 2005.

VI. QUESTIONS DIVERSES

39. Le Bureau a examiné la proposition des organisations non gouvernementales (ONG) concernant leur éventuelle participation à ses réunions en qualité d'observatrices. Il a décidé de demander aux représentants des ONG de mieux expliquer les motifs de leur demande par écrit. Leur réponse sera examinée à la prochaine session, en octobre 2005, avant la session du Comité.
